

UNE ENQUETE SUR LA PETITE ENTREPRISE EN TUNISIE :  
L'ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES 1981 (ENAE 81)

\*\*\*\*\*

Mohamed MOUSSA  
Institut National de la Statistique  
TUNIS

Alain VALETTE  
ORSTOM - TUNISIE

INTRODUCTION

En 1982/83, l'Institut National de la Statistique tunisien réalisait une importante enquête dans le domaine de la statistique d'entreprise dénommée "Enquête Nationale sur les Activités Economiques 1981" (ENAE 81). Cette opération avait notamment pour but essentiel de mesurer et de caractériser l'activité des entreprises de moins de 10 emplois dans l'ensemble des branches d'activités non agricoles.

En effet, les enquêtes courantes d'entreprises menées jusqu' alors s'intéressaient presque exclusivement au secteur dit moderne, défini par un critère de taille : 10 emplois et plus. Avec l'ENAE 81, qui vise à faire de 1981 une année de base dans les données sur les entreprises, la perspective est doublement modifiée : d'abord, toutes les branches du secteur moderne sont abordées dans une opération unique (objectif d'uniformisation), ensuite - et c'est ce qui nous intéresse le plus pour ce séminaire - le domaine de la petite entreprise de 1 à 9 emplois est également objet d'investigation, au même titre que le secteur moderne (objectif de couverture maximale).

L'ENAE 81 a donc comme caractéristique fondamentale de couvrir le champ des activités non agricoles sur la totalité de la population des entreprises (à quelques exceptions près que l'on verra plus loin), en distinguant systématiquement deux sous-ensembles : entreprises de 1 à 9 emplois, entreprises de 10 emplois et plus.

Il faut faire dès à présent une précision terminologique : par commodité, au cours de l'ENAE de même que dans la présentation qui suit, on assimile l'expression de secteur non structuré (SNS) aux entreprises de moins de 10 emplois. Il s'agit d'une facilité de langage pour désigner un sous-ensemble de la population des entreprises qui a fait l'objet de méthodes spécifiques et d'une présentation de résultats distincte. Mais ceci n'implique pas que l'on adhère à une définition du SNS (appelé aussi secteur informel) basée exclusivement sur ce seuil de 10 emplois, quelle que soit l'activité. Bien au contraire, l'ENAE 81 montrera que la notion de non structuré, dans son contenu économique, ne se réduit pas à une question de taille, que d'autres critères sont au moins aussi pertinents, et que si, malgré tout, la taille d'emplois doit intervenir, elle doit alors être impérativement modulée selon les activités, 10 emplois n'ayant pas la même signification dans l'épicerie ou dans la menuiserie.

Avant de passer à la présentation de l'ENAE 81 dans sa composante "secteur non structuré", il convient de la situer brièvement dans le dispositif d'enquêtes de l'INS sur le sujet et d'en rappeler les objectifs généraux.

a) - Place de l'ENAE 81 parmi les autres enquêtes sur le SNS

On peut distinguer chronologiquement quatre phases dans les travaux menés par l'INS sur le secteur non structuré :

- En 1976/77, un "Recensement des Etablissements" était réalisé, consistant en un dénombrement des locaux où s'exerçait une activité économique quelconque en milieu urbain. Le résultat principal en sera la première photographie exhaustive de la population des établissements ventilable par activité, taille d'emploi, région, etc. Ces informations étaient disponibles pour les unités de moins de 10 emplois, d'où la possibilité d'une première analyse du poids du SNS en termes de locaux et d'emplois.

- De 1978 à 1981, des enquêtes sectorielles pilotes ont suivi ce recensement, enquêtes dont l'originalité et l'intérêt étaient d'associer l'étude monographique préalable à la technique de l'échantillonnage, la première servant d'une part à l'élaboration de questionnaires adaptés, d'autre part, à l'interprétation des résultats. Ces travaux à double composante - recueils d'interviews + sondages sectoriels dans les grandes villes - ont porté sur les secteurs du bois, de la réparation mécanique, du cuir chaussures et des textiles, la finalisation des résultats n'ayant été véritablement effectuée que pour la première branche : estimations de la production, de la valeur ajoutée, des coûts, etc.

- En 1981, un second "Recensement des Etablissements" hors agriculture était effectué, comprenant un dénombrement systématique (rural + urbain) des unités de plus de 10 emplois et l'exhaustivité des établissements de 1 à 9 emplois pour le milieu urbain dont la définition était élargie par rapport à 1976 : toutes les agglomérations de plus de 300 habitants. Mais surtout, ce deuxième recensement était dès le départ conçu pour permettre le passage à un fichier d'entreprises grâce à la reconstitution de celles-ci à partir de leurs établissements. Ce fichier contient une population d'environ 85 000 entreprises (pour environ 110 000 établissements) dont 79 500 entreprises de 1 à 9 emplois, assorties de leurs caractéristiques d'identifications : noms, adresses, emplois, activités, etc. Sur le plan de l'étude du SNS, ce recensement possède un double intérêt : c'est une source en soi sur le nombre et la nature des petites entreprises, c'est également un outil statistique pour des enquêtes ultérieures.

- En 1982/83, précisément, ce fichier est utilisé comme population de référence pour lancer une enquête d'envergure sur l'activité de l'agent entreprise en 1981 : l'ENAE 81.

b) - Principaux objectifs de l'ENAE 81

Les objectifs de l'ENAE étaient globalement de trois sortes :  
- Mesurer avec plus de précision les poids respectifs des diverses

branches dans l'économie nationale, en distinguant notamment les parts des secteurs moderne et non structuré sur des variables diverses telles que la production, la valeur ajoutée, l'emploi, les salaires, les investissements, etc.

- Analyser les structures sectorielles en précisant les conditions dans lesquelles les activités ont lieu : utilisation des facteurs de production, rentabilité, productivité, coefficients techniques, ...

- Fournir aux planificateurs, aux responsables sectoriels des administrations de développement et aux comptables nationaux, une somme d'informations susceptibles de guider leurs choix ou d'être utilisées à l'élaboration des comptes et des projections. Par exemple, la prise en considération des activités non structurées pouvait conduire à une révision de la répartition sectorielle de la PIB, ou les données sur l'emploi, conduire à une réflexion sur les problèmes de la formation professionnelle.

Concernant spécifiquement la partie "secteur non structuré", la présentation de l'ENAE 81 qui suit, sera faite en deux temps : une première partie permettra de prendre connaissance de la méthodologie générale retenue pour l'ensemble des entreprises de 1 à 9 emplois, la seconde partie étant consacrée à une illustration des procédures et des résultats portant sur les activités industrielles.

1ère PARTIE - METHODOLOGIE GENERALE DE L'ENQUETE POUR LE  
SECTEUR NON STRUCTURE

Dès la conception initiale, le principe suivant avait été adopté : pour toutes les branches, les entreprises de 10 emplois permanents et plus (environ 5 500) sont enquêtées exhaustivement, les autres (1 à 9 emplois) font l'objet d'un échantillonnage.

La partie secteur non structuré de l'ENAE 81 est donc :

- Une enquête par sondage ;
- portant sur des entreprises ;
- dans l'éventail le plus étendu possible d'activités.

On examinera successivement les définitions, les procédures de sondage, la collecte des informations et leur contrôle, enfin le schéma d'exploitation des données.

A - LES DEFINITIONS DE BASE : CHAMPS ET UNITES D'OBSERVATION

1) - Champ géographique

Par analogie avec sa base de sondage, l'enquête a porté sur des activités marchandes non agricoles s'exerçant dans un local situé en milieu urbain. Le milieu urbain est défini comme toute agglomération de plus de 300 habitants, auxquelles il faut ajouter les entreprises implantées le long des grands axes de communication. En conséquence, ne sont pas dans le champ géographique les unités situées en milieu rural hors des routes, ainsi que les activités à domicile, ambulantes ou clandestines.

Il s'agit donc du secteur non structuré localisé uniquement, à l'exclusion des petits métiers non localisés et des travaux faits dans la demeure familiale, la différence étant importante uniquement dans deux secteurs : le textile (tissage à domicile) et le bâtiment (équipes volantes de tâcherons).

2) - Champ économique

Pour tenir compte de travaux antérieurs et de la spécialisation des équipes de l'INS, la nomenclature des activités subissait

un premier découpage global en trois secteurs : industrie, commerce, services.

Puis, dans une deuxième phase, certaines branches ont dû être écartées pour trois raisons principales : soit la base de sondage semblait trop éloignée de l'exhaustivité (cas des nombreuses petites entreprises du BTP non localisées et non recensées), soit il aurait fallu recourir à des méthodes de collecte très différentes (professions libérales), soit l'activité était déjà bien suivie par d'autres administrations (huileries). Finalement, le champ économique de l'ENAE porte sur l'ensemble de la nomenclature des activités marchandes non agricoles, à l'exclusion :

- de la fabrication de l'huile d'olive (activité saisonnière bien suivie par le Ministère de l'Agriculture) ;
- de la branche Bâtiment et Travaux Publics (trop mauvaise couverture de la base de sondage) ;
- de la branche Transports (raison identique à la précédente) ;
- et dans les services, les professions libérales, les services destinés aux entreprises et les institutions financières.

### 3) - Unité d'enquête

L'unité d'enquête est l'entreprise, définie comme une entité économique, dotée de la personnalité juridique (physique ou morale) et exerçant de façon autonome une activité de production de biens ou de services marchands de manière non occasionnelle. L'entreprise peut être à établissement unique (entreprise = établissement), ou posséder plusieurs établissements en des lieux géographiquement distincts (établissement = local).

Mais, si au niveau de l'observation et plus tard de l'exploitation, c'est bien l'entreprise qui constitue l'unité pertinente, il faut préciser qu'au niveau du sondage, en pratique, l'unité d'enquête est à la fois le local et l'entreprise. En effet, afin d'éviter une difficile et hypothétique recherche des chefs d'entreprises (les personnes physiques sont la grande majorité des petites entreprises), les instructions d'enquête demandaient de s'intéresser plus au local correspondant à l'entreprise tirée et moins à l'entreprise elle-même dans les cas de changements soit de propriétaire, soit d'activité (soit les deux). Autrement dit, dans tous les cas où le couple entreprise-local au moment de l'enquête ne correspondait plus au couple entreprise-local de la population-mère, priorité a été donnée au local pour des raisons pratiques.

Ce qui revient à considérer que l'unité de sondage est en réalité le binôme local + entreprise (mais jamais le local en tant qu'établissement), tandis que l'unité de collecte des informations et d'exploitation est bien l'entreprise.

## B - LE SONDAGE

La base du sondage, constituée par le fichier national d'entreprises tiré du Recensement des Etablissements de 1981, a été stratifiée préalablement au tirage de l'échantillon afin d'assurer une meilleure représentativité de celui-ci.

### 1) - La stratification

Cette opération a consisté à classer les quelques 79 000 entreprises en groupes, réputés plus homogènes, à partir de diverses caractéristiques en rapport avec les variables à étudier et susceptibles de minimiser la variance des estimateurs.

Les critères de stratification choisis, évidemment liés à la connaissance que l'on avait de la population-mère (contenu du fichier) sont au nombre de trois :

- La taille. Elle est mesurée par l'emploi, seule variable de taille disponible dans le fichier de référence. Il s'agit du total des emplois permanents de l'entreprise, chef d'entreprise compris. Trois classes ont été retenues : 1 et 2, 3 à 5, 6 à 9 emplois.

- L'activité principale. Après le premier découpage en trois grands secteurs et après avoir éliminé certaines activités signalées plus haut (BTP, transports, etc.), on a procédé à des regroupements de branches par rapport aux activités très détaillées de la nomenclature fine utilisée dans la population-mère, cela en fonction de trois facteurs :

\* Le nombre d'entreprises existantes : par exemple, regroupement de branches où les entreprises étaient peu nombreuses ;

\* l'homogénéité des activités : fusion de branches à activités complémentaires ;

\* l'importance économique particulière de la branche : activités spécifiques sur lesquelles il était nécessaire d'avoir des résultats distincts.

On a ainsi abouti à 18 groupes d'activités pour la production 24 pour le commerce et 7 pour les services.

- La localisation. Afin de prendre en compte les caractéristiques propres des régions, le territoire national a été découpé en 7 zones, deux correspondant à un seul Gouvernorat (Tunis et Sfax), les 5 autres étant des regroupements de Gouvernorats.

## 2) - L'échantillon

Etant donné les écarts très importants entre les effectifs d'entreprises au sein des strates de la population-mère, la solution du taux de sondage unique devait être écartée. Il était alors décidé d'établir pour chacun des grands secteurs pris séparément (industrie, commerce, services), une gamme réduite de taux appliqués de façon automatique en fonction du nombre d'entreprises dans la strate. Exemple : pour toute strate-mère du secteur industrie dont l'effectif est compris entre 31 et 50 entreprises, le taux de sondage est de 1/5, pour 51 à 100 entreprises il est de 1/10, etc.

La détermination des taux de sondage a été réalisée sous deux contraintes :

- Une contrainte coût. L'ENAE 81 ne devant utiliser que les moyens courants de l'INS et la partie secteur moderne (exhaustivité) étant connue à l'avance (un peu plus de 5 000 entreprises), la taille maximale de l'échantillon a été fixée à 6 000 entreprises pour l'ensemble des trois secteurs, le calcul reposant sur le rapport agents disponibles/durée moyenne pour remplir un questionnaire.

- Une contrainte régionalisation. Pour répondre à la volonté gouvernementale de régionalisation et de décentralisation, les taux de sondage devaient garantir statistiquement la représentativité de l'échantillon au niveau régional, c'est-à-dire donner, pour chaque région prise séparément, des résultats fiables.

Concrètement, la procédure a été la suivante : une fois défini l'échantillon plafond et après stratification de la population-mère, une première série de taux était fixée en raisonnant indépendamment sur chaque région. Puis, par itérations successives entre la contrainte coût et la contrainte régionale, des séries de taux de sondage, en nombres limités, ont été établies pour chacun des trois secteurs, ces taux diminuant lorsque le nombre d'entreprises dans la strate-mère augmentait (taux minimal : 1/50 pour les strates de 600 entreprises et plus).

Le tirage lui-même, réalisé informatiquement, a été fait de façon indépendante à l'intérieur de chaque strate, avec probabilité égale de sortie pour chaque entreprise de la strate et après que celles-ci eurent été ordonnées au hasard.

Une caractéristique intéressante fut la sortie simultanée d'un second échantillon, dit "échantillon de remplacement". En effet,

pour faire face par avance à divers cas prévisibles de défaillances, l'échantillon de base, dit "échantillon primaire", a été doublé d'un second, ce doublement se faisant entreprise par entreprise. Ainsi, toute entreprise tirée dans l'échantillon primaire se voyait-elle affectée une remplaçante (évidemment de la même strate) à enquêter à la place de la première en cas d'échecs tels que refus ou adresse inconnue.

Finalement, l'échantillon et les taux de réponse se présentaient de la façon suivante :

Fichier d'enquête : échantillon et réponses

Echantil. Secteurs	Population mère	Echantil. initial	Taux de sondage moyens	Echantil. corrigé en fin d'enquête	Nombre de réponses	Taux de réponse en %
Industrie	15 450	1849	1/8	2 001	1 381	69%
Commerce	44 800	3115	1/14	3 266	2 449	75%
Services	18 350	671	1/27	668	382	57%
Ensemble	78 600	5635	1/14	5 935 (1)	4 212	71%

L'ENAE 81 repose donc, pour sa partie secteur non structuré, sur l'exploitation d'environ 4200 questionnaires sur les 5900 attendus, le taux de réponse relativement satisfaisant de 71% étant atteint grâce au recours à un échantillon de remplacement (2). Ce nombre de réponses porte sur des questionnaires validés après vérifications, c'est-à-dire après élimination des réponses incomplètes ou non valables selon des critères que l'on va préciser ci-après.

C - LA COLLECTE ET LES CONTROLES

La grande variété des activités et des entreprises touchées par l'ENAE 81 devait être conciliée avec le respect des objectifs communs.

- (1) L'augmentation du nombre d'entreprises-échantillon par rapport au tirage initial est dû soit à des reclassements en provenance des entreprises de 10 emplois et plus, soit à des scissions en deux entreprises de certaines unités tirées.
- (2) On notera que sur les 1723 "non-réponses", près de 500 correspondent à des fermetures et des adresses inconnues, ce qui donne un taux de réponses par rapport aux "répondables" de 78%, les 1200 autres entreprises se partageant par moitié en refus catégoriques et en questionnaires rejetés (qui sont souvent des refus déguisés).



Tenir compte simultanément de cette diversité des situations et de cette unicité des objectifs fut une préoccupation dans la conception des méthodes en collecte, en élaborant des questionnaires et des rubriques spécifiques, sans perdre de vue la nécessité d'une agrégation ultérieure des résultats.

### 1) - Les questionnaires

Les questionnaires ont tous été remplis par les enquêteurs permanents de l'INS, en une ou plusieurs entrevues avec le chef d'entreprise.

Ces supports indispensables à la collecte posaient trois sortes de questions : leurs différents types, le choix du modèle adapté à l'entreprise et la nature des rubriques.

- Les 6 types de questionnaires. Les expériences antérieures en matière de statistiques d'entreprises avaient montré que la présence (ou l'absence) de comptabilité dans l'entreprise enquêtée était le critère fondamental du mode de collecte des données. Le nombre, le contenu, la formulation des questions sur l'activité notamment, doivent être différentes selon que l'entreprise possède ou non un bilan et des comptes annexes. Le croisement de ce critère obligatoire avec le découpage en trois grands secteurs, conduisait à 6 modèles de questionnaires : industrie, commerce, services, avec ou sans comptabilité.

- Le "filtre". De plus, afin de guider les enquêteurs vers le bon modèle de questionnaire dès le début de l'entretien, on a adjoint une sorte de pré-questionnaire, appelé "filtre" (matérialisé sous la forme d'une chemise cartonnée insérant le questionnaire lui-même) et se limitant aux quelques questions nécessaires pour déterminer le modèle adapté à l'entreprise enquêtée : activité principale ? Tenue ou non d'une comptabilité ? Nombre d'établissements ?

- Le contenu des questionnaires. L'un d'eux étant présenté de façon plus détaillée dans la 2ème partie (industrie sans comptabilité), on se contentera ici de rappeler les quelques idées directrices qui ont présidé à leur conception :

\* Pour les entreprises avec comptabilité, coller le plus possible à la présentation normalisée du Plan Comptable Tunisien (comptes de production, exploitation, affectation, bilan), complétée par des rubriques spécifiques sur des thèmes importants tels que l'emploi, les salaires et les achats/ventes par produits.

\* Pour les entreprises sans comptabilité, d'une part faire un inventaire complet des charges diverses, d'autre part aborder la question des recettes par différentes approches directes ou indirectes permettant plusieurs

évaluations de l'activité de l'entreprise. Par ailleurs, dans la majorité des questions, le choix de la période de référence devait rester libre, les unités de temps strictes (année, mois), n'ayant souvent que peu de signification pour les patrons du secteur non structuré.

\* Assurer les possibilités de passages d'un modèle à l'autre, pour garantir en phase d'exploitation, l'agrégation de toutes les variables fondamentales des premiers comptes (production, exploitation) : chiffre d'affaires, achats, TFSE, valeur ajoutée, frais de personnel, revenu brut d'exploitation, etc. (1).

Dans les trois modèles de questionnaires des entreprises sans comptabilité, il existe ainsi des parties communes (identification, emploi, charges) et des parties spéciales sur les achats et les ventes. Dans les modèles avec comptabilité, les parties communes portent sur les comptes et les emplois, les parties spécifiques sur les ventes et les achats.

## 2) - Les contrôles : les "tests de cohérence"

Entre la collecte et le chiffrage, une attention particulière a été portée à une phase de contrôle manuels portant sur chaque questionnaire pris isolément.

Sur les réponses avec comptabilité, ces contrôles post-terrain concernaient principalement l'exhaustivité des réponses, l'équilibre des comptes, la concordance entre le montant d'une rubrique et son détail, la vraisemblance de quelques ratios simples (chiffre d'affaires/achats, salaires/effectifs, etc.).

Pour les questionnaires sans comptabilité, qui furent donc la presque totalité des cas de la partie secteur non structuré de l'ENAE, ces contrôles donnèrent lieu à de véritables calculs sur des documents prévus à cet effet appelés "tests de cohérence". Le but était de ne pas prendre en vrac tous les questionnaires retournés, mais de vérifier auparavant la vraisemblance et la cohérence interne des réponses pour orienter le document soit vers un chiffrage, soit vers un rejet. Ce travail comprenait trois étapes :

---

(1) On notera que, dans un secteur, l'utilisation de l'un ou l'autre questionnaire (avec/sans comptabilité) est indépendante de la taille de l'entreprise. En conséquence, au sein d'une même strate, il est possible d'obtenir des réponses sur une activité identique, de la part d'entreprises de tailles proches, avec deux types de questionnaires. Ce principe était destiné à faciliter prioritairement les travaux de collecte. En fait, dans l'industrie et les services, la quasi-totalité des entreprises de 1 à 9 emplois ont eu un questionnaire "sans comptabilité", la situation étant beaucoup plus partagée dans le commerce.

- Le calcul des charges diverses annuelles (salaires, impôts, consommations intermédiaires autres qu'achats), en ramenant à l'année des réponses disparates dans leurs périodes de référence et en les regroupant par rubriques proches des postes comptables.

- L'évaluation du chiffre d'affaires de l'entreprise par trois méthodes différentes et le calcul des achats de matières premières ou marchandises correspondants.

- Le choix de la meilleure estimation en comparant le total des recettes et celui des dépenses (achats + charges). Il était nécessaire que cette différence, que l'on peut appeler "résultat brut annuel de l'entreprise" donne un revenu dit "normal" pour le chef d'entreprise. Par revenu normal, on entendait une rémunération au moins égale au SMIG (environ 1000 dinars annuels) ou au moins égale au salaire annuel du salarié le mieux payé dans l'entreprise si celle-ci employait des salariés.

Ces seuils permettaient un tri entre les entreprises-réponses pouvant faire l'objet d'un chiffrage et les autres. Pour ces dernières, si une vérification sur le terrain n'apportait aucun élément nouveau, un dernier examen, cas par cas, permettait soit l'acceptation du questionnaire (il y a donc eu des exceptions justifiées - principalement dans le commerce - au plancher de 1000 dinars), soit son rejet, la réponse non satisfaisante étant alors assimilée à un refus.

### 3) - Les différentes méthodes d'évaluation des recettes d'une entreprise

On vient de voir que la 2ème étape des tests de cohérence sur les réponses sans comptabilité concernait l'évaluation des recettes (et des achats) de l'entreprise selon trois méthodes différentes dans chacun des secteurs. Sans entrer dans le détail des calculs, on peut présenter les principes généraux de ces approches qui reflètent bien le souci d'adaptabilité et d'originalité de l'ENAE 81.

\* Industrie. Les modes d'évaluation utilisés sont :

- L'estimation du chiffre d'affaires par la déclaration directe. A partir des réponses sur les rythmes de production au cours de l'année (périodes de pointe, normales, de creux) des trois principaux produits fabriqués, il était possible de calculer les quantités totales produites annuellement. En appliquant à ces volumes, les prix de vente et les coûts unitaires de matières premières déclarés par ailleurs, il ressortait une valeur de recettes et d'achats pour les trois principaux produits. L'importance de ceux-ci par rapport à l'ensemble de la production étant également connue, une règle de trois donnait une première évaluation du chiffre d'affaires global.

- L'estimation par les achats de matières premières. Il s'agit de la méthode classique des coefficients techniques : d'un côté on calcule les achats annuels de matières premières et semi-produits à partir des déclarations mensuelles ou annuelles corrigées des variations saisonnières, de l'autre on a relevé le coût global des inputs nécessaires à la production d'une unité de produit. Le rapport montant des achats annuels/coûts unitaires en matières donnait une production en volume valorisable par les prix unitaires.

- L'estimation par la capacité productive. Le but est de comparer le volume de travail potentiellement disponible dans l'entreprise avec la quantité de travail incorporée dans une unité de produit. La méthode consistait alors à évaluer la capacité de travail (en jours) dont disposait l'entreprise sur un an, puis à rapporter cette capacité globale au temps de travail nécessaire à la fabrication unitaire de chacun des trois produits principaux. La mesure de la capacité-travail de l'entreprise tenait compte des jours d'ouverture par an et du nombre d'emplois après affectation à chaque travailleur d'un coefficient de qualification (exemple : ouvrier qualifié = 1, apprenti = 0,2). La production en volume obtenue (capacité/quantités unitaires) était valorisée par les prix unitaires.

Sous réserve qu'il atteigne les seuils fixés (1000 dinars ou salaire le plus élevé), l'estimation finalement choisie pour la saisie était celle donnant le plus fort des deux bénéfices les plus proches.

#### \* Commerce

- Evaluation par les achats. L'idée de base était la suivante : la vitesse de rotation des achats permet de calculer un montant annuel d'achats de marchandises transformable en chiffre d'affaires au moyen des taux de marque déclarés. La période moyenne déclarée séparant deux achats pour les divers groupes de produits donne en effet un nombre de rotations dans l'année tenant compte si nécessaire des périodes de fermeture. En appliquant à ces rotations la valeur moyenne d'un achat de renouvellement, on peut calculer des achats annuels qui, multipliés par les taux de marque relevés, donnent une première estimation des recettes annuelles commerciales.

- Evaluation par les recettes d'une période. C'est la déclaration directe sur une période de référence au choix (jour, semaine, mois) précédant immédiatement l'enquête. En multipliant cette recette par le nombre de périodes corrigé des éventuelles fermetures, on obtenait une recette annuelle. Celle-ci était ensuite pondérée par un coefficient de correction saisonnier pour tenir compte des variations saisonnières pouvant affecter la représentativité de la recette de la période de référence.

- Evaluation à partir du taux de marge global de l'entreprise. Le bénéfice dégagé par la deuxième estimation étant maintenu et utilisé comme pivot, la procédure consistait à redresser les achats et les ventes par un taux de marge moyen "vraisemblable" et estimé soit à partir d'entreprises comparables, soit à partir de la réglementation officielle (la presque totalité des produits commercialisés en Tunisie sont soumis à taux de marge au stade de la distribution). Le taux de marge global, les charges diverses et le bénéfice étant donnés, une formule simple donnait une dernière estimation des recettes et des achats.

Dans le secteur commerce, c'est systématiquement la plus élevée des trois recettes qui a été retenue pour la saisie, accompagnée des achats et du bénéfice correspondants.

\* Services

- Evaluation basée sur les principaux produits. Comme pour l'industrie, les premières données sur l'activité de l'entreprise concernaient la nature et le volume des services les plus courants. Partant de ces réponses sur les quantités réalisées en moyenne sur une période ouverte et sur les prix unitaires, il était possible de calculer la recette annuelle provenant des principaux services listés, puis, connaissant le poids de ceux-ci par rapport à l'ensemble de l'activité de l'entreprise, de passer au chiffre d'affaires total.

- Evaluation à partir des services vendus au cours de la période précédant immédiatement l'enquête. Cette fois-ci, l'extrapolation à l'année était basée sur la liste précise et la valeur des services vendus au cours d'une période déterminée. Comme dans le commerce, le résultat obtenu était ensuite pondéré par un coefficient de correction saisonnier, pour prendre en compte le fait que la période d'enquête pouvait se situer dans une phase du cycle d'activité plus ou moins représentative de l'ensemble annuel.

- Evaluation par la déclaration directe. Une rubrique du questionnaire ne portait plus sur les listes de services, mais directement sur le montant global des recettes au cours de la semaine ou du mois antérieurs au passage de l'enquêteur. La double multiplication de cette réponse en valeur par le nombre de périodes dans l'année puis par le coefficient saisonnier donnait une troisième évaluation des recettes.

Après avoir classé par ordre croissant les trois bénéfices résultant des trois estimations, la solution retenue était celle du plus fort des deux bénéfices les plus proches, toujours sous réserve qu'il dépasse les 1000 dinars (ou le salaire individuel le plus élevé de l'entreprise).

## D - L'EXPLOITATION DES DONNEES

A l'issue de la phase de collecte, chacune des entreprises de l'échantillon a fait l'objet d'un chiffrage et d'une saisie informatique, avec deux possibilités :

1er cas, appelé "réponse", l'entreprise avait passé avec succès les "tests de cohérence", et tout le questionnaire était chiffré et saisi.

2ème cas, appelé "non réponse", l'entreprise avait du être écartée, soit pour questionnaire non validé après contrôle, soit parce qu'elle faisait partie du groupe des refus, fermetures, activités hors champ, ... Pour ces seconds cas, un chiffrage très simplifié a tout de même été effectué permettant de préciser, en les actualisant au besoin, les paramètres de stratification : activité, emploi, région, afin de corriger les taux d'extrapolation.

### 1) - L'extrapolation

Chaque unité statistique répondante devait être affectée, en fin d'enquête, d'un coefficient d'extrapolation égal, par définition, à l'inverse de son taux de sondage. Mais les taux de sondage réels, à posteriori, peuvent différer sensiblement des taux fixés au départ dans le plan de sondage, sous l'effet primo, des taux de réponse inférieurs à 100%, secundo, des changements de strates.

- Le traitement des non-réponses. Les deux situations de non-réponse les plus fréquentes furent les refus et les fermetures. Pour les premiers, un coefficient de redressement du type  $1 + \frac{NR}{R}$  (ou R = nombre de réponses et NR = nombre de non-réponses dans une strate en fin d'enquête) a été introduit pour corriger les taux d'origine. Autrement dit, taux d'extrapolation final = taux de départ (inverse du taux de sondage) x coefficient de redressement pour intégrer les refus.

En ce qui concerne les secondes (fermetures définitives constatées dans le couple entreprise-local), on a fait l'hypothèse d'un champ constant, c'est-à-dire que les fermetures sont compensées par des créations qui échappent à l'enquête. On peut même supposer que ce postulat, nombre de créations = nombre de fermetures, correspond à un minimum par rapport à la réalité. Cette solution revenait à traiter une fermeture de la même manière qu'un refus sur le plan du calcul (répercussion sur les taux de réponse).

- Le calcul des coefficients. L'estimation  $\hat{X}$  d'une variable X dans la strate u répondait alors à la formule générale :

soit  $\hat{X} =$  (contribution des entreprises de strate inchangée u + contribution des entreprises venant d'autres strates) x taux de redressement pour non-réponse

avec n = nombre d'entreprise stables dans la strate u, de coefficient d'extrapolation  $1/f_u$ .

m = nombre d'entreprises arrivant dans la strate u, provenant des strates  $v_j$  et de coefficients d'extrapolation  $1/f_v$ .

R = n + m = nombre d'entreprises répondantes dans la strate u après enquête

NR = nombre de non-réponses (fermetures, refus, ...) dans la strate u après enquête,

$$T = R + NR$$

$$\begin{aligned} \text{On a bien: contribution des n} &= \sum_{i=1}^n X_i \frac{1}{f_u} \\ \text{" " m} &= \sum_{j=1}^m X_j \frac{1}{f_v} \end{aligned}$$

$$\text{Coefficient de redressement des non-réponses} = \frac{T}{R} = 1 + \frac{NR}{R}$$

En pratique, le calcul des coefficients d'extrapolation s'est déroulé en 5 étapes sur un fichier d'identifiants :

- \* Apurement du fichier retours ;
- \* création, pour chaque identifiant du fichier apuré, d'un double code : strate de départ - strate d'arrivée ;
- \* élaboration des tableaux d'effectifs d'entreprises réponses (R) et non réponses (NR) dans chaque strate d'arrivée (tableaux de comptage avec pondération des R et NR par l'inverse de leur taux de sondage initial) ;
- \* calcul dans chaque strate d'arrivée du coefficient de redressement  $k = 1 + NR/R$  ;
- \* calcul des coefficients d'extrapolation individuels d'entreprises réponses tels que  $e = (1/f_u) k$ .

L'affectation de ce taux définitif e à chaque enregistrement individuel permettait une pondération immédiate de tous les questionnaires facilitant la sortie des tableaux d'exploitation.

## 2) - La mise en forme des dessins d'enregistrement

Avant de passer à l'exploitation, les questionnaires, une fois saisis, ont fait l'objet un à un de contrôles afin de détecter les erreurs de chiffrage toujours possibles et les incorrections omises lors des vérifications manuelles précédentes.

C'est ainsi que, par programmes informatiques, diverses batteries de tests ont été appliquées, se regroupant en deux types :

- Les tests de conformité des codes : pour toutes les variables codées, il s'agissait de vérifier l'existence du code dans les tables correspondantes.

- Les tests de cohérence entre variables : ce sont des vérifications sur les relations obligatoires entre certaines réponses. Exemple : si le statut juridique d'une entreprise est Société Anonyme, tous les emplois sont salariés.

A noter qu'une troisième catégorie de tests, ceux dits de vraisemblance et portant sur des fourchettes ou des moyennes admissibles, n'a pas été retenue pour ces contrôles automatiques, s'agissant d'une première enquête de ce type pour un grand nombre de branches.

Le dessin d'enregistrement final d'une entreprise réponse contient non seulement les données brutes saisies des questionnaires, mais aussi quelques variables supplémentaires, calculées après coup et inscrites, comme les données brutes, dans le dessin de bande unitaire. Cela dans le but d'intégrer au niveau le plus fin, celui de l'entreprise, des variables individuelles dont on savait par avance qu'elles seraient nécessaires à de nombreux tableaux. Cette opération appelée "création de variables" dans le jargon de l'ENAE 81, a porté par exemple sur des variables de classification (type d'agent économique : SQS privées, publiques, ...), l'emploi (total salariés/non salariés), les rubriques des comptes (la valeur ajoutée, qui n'existe pas en tant que donnée directe dans les questionnaires sans comptabilité), etc.

## 3) - Le programme des tableaux de résultats

Tout en laissant la possibilité de multiples sorties de résultats ultérieures, il convenait de concevoir rapidement une première série de tableaux présentant des résultats harmonisés entre les divers secteurs. Pour définir ce programme initial, on a conçu des ensembles cohérents de tableaux structurés autour de 4 thèmes prioritaires, à savoir :

- Les comptes, qui mesurent l'activité : comptes de production, d'exploitation, d'affectation, détail des charges diverses ;



- l'emploi : effectifs et rémunérations par statut pour les emplois permanents et saisonniers ;

- l'investissement : les investissements réalisés en 1981 et leur financement, les immobilisations cumulées ;

- les résultats spécifiques sectoriels : essentiellement les structures de coûts par produit pour l'industrie et les services, les marges par produit pour le commerce.

Ces premiers résultats ont fait l'objet, dans les trois secteurs, de notes de présentation et d'analyse au niveau national.

Cette présentation de la méthodologie globale de l'ENAE 81 dans sa partie secteur non structuré, a montré combien l'enquête avait été l'occasion d'élaborer, dans un souci d'adaptation, de nombreux et nouveaux instruments à plusieurs niveaux : définitions de base, collecte, contrôles, traitements informatiques, résultats.

Avant d'en voir une illustration sur le secteur industriel non structuré, il faut souligner que l'amélioration de ces outils et procédures n'en reste pas moins un objectif permanent, déjà mis en pratique dans les nouvelles enquêtes que l'INS réalise actuellement.

2ème PARTIE - UNE ILLUSTRATION : LE SECTEUR NON  
STRUCTURE INDUSTRIEL.

Profitant de la mise sur pied d'un fichier presque complet des entreprises qui exercent une "activité localisée", l'INS a réalisé pour la première fois en 1982 une enquête de grande envergure dans le secteur non structuré de la production (1). Son but cadre avec les objectifs de l'enquête ENAE 1981 tout en présentant une particularité qui consiste à étudier l'impact de l'ensemble des indicateurs du secteur non structuré par opposition à ceux du secteur moderne. Ce dernier ayant bénéficié d'une expérience datant de 1957. Grossièrement, les variables faisant l'objet de l'étude sont au nombre de cinq : il s'agit de l'emploi, des salaires, des investissements et stock de capital, de la production et des consommations intermédiaires. Toutes ces variables seront examinées dans leurs détails.

1) - Champs et nomenclatures.

Partant du champ géographique, l'enquête a porté sur l'ensemble du milieu urbain national défini de façon large : toutes les agglomérations de plus de 300 habitants plus les entreprises situées sur les axes routiers en dehors de ces agglomérations.

Le champ économique de l'enquête est défini en fonction des contraintes imposées par la base de sondage : il s'agit uniquement des unités exerçant leur activité dans un local fixe affecté à cet usage. En conséquence, toutes les activités clandestines ou non localisées n'ont pas été prises en considération.

Concernant l'activité, le champ recouvre toutes les entreprises qui utilisent moins de 10 emplois et exercent dans les branches des industries manufacturières y compris les Carrières. Certaines activités se prêtant mal aux procédures de collecte sur le terrain alors que l'information peut être fournie directement par d'autres organismes (extraction d'huile d'olive, abattage) ont été omises volontairement.

---

(1) Le secteur de la production définie dans l'enquête ne considère pas l'agriculture.

A cet usage, la nomenclature d'activités adoptée retient 18 activités stratifiées suivantes :

- 01 - Industries extractives
- 02 - Minoterie et alimentation de bétail
- 03 - Boulangerie
- 04 - Pâtisserie, biscuiterie, confiserie
- 05 - Autres industries alimentaires
- 06 - Tissage, fabrication de tapis
- 07 - Confection, bonneterie
- 08 - Industrie du Cuir et de la chaussure
- 09 - Menuiserie
- 10 - Ebénisterie
- 11 - Fabrication d'autres articles en bois et liège
- 12 - Tapisserie pour meubles
- 13 - Industrie du papier, imprimerie
- 14 - Fabrication d'articles en poterie, faïence, pierre
- 15 - Fabrication de matériaux de construction
- 16 - Articles de forge, travail du cuivre
- 17 - Fabrication d'autres ouvrages en métaux
- 18 - Fabrication de bijoux.

Deux autres nomenclatures ont été conçues :

- L'une est relative aux produits : sur une liste unique, les produits ou matières sont codés avec l'attribution de l'unité de mesure par souci d'homogénéité des réponses.

- L'autre concerne les biens d'équipement où l'on a pré-établi une liste d'équipement pour chaque activité.

2) - La base de sondage :

La population mère est composée de 15.450 entreprises occupant 1 à 9 emplois. Afin d'assurer une bonne représentativité de l'échantillon, la stratification retient trois critères :

- L'activité : 18 branches
- La taille : 3 classes selon l'emploi (1 et 2, 3 à 5, 6 à 9).
- La région : 7 régions (Tunis, Nord Ouest, Nord est, Centre Est, Centre Ouest , Sfax, Sud).

3) - Le questionnaire :

Les informations recherchées peuvent être classées selon cinq thèmes excluant les caractéristiques générales :

- Emploi - salaire
- Production et coût de production
- Variables économiques
- Investissements et stock de capital
- Opinions.

a) - Emploi - Salaire :

Le problème de l'emploi est abordé sous l'aspect de facteur de production puisqu'il n'intervient en terme de correction du volume global qu'à partir du moment où il y a une correction sur l'activité ou un changement de strate ; autrement l'effectif est déjà déterminé par la population mère.

Il est de coutume dans les enquêtes auprès des entreprises de distinguer la main-d'oeuvre permanente de celle à caractère saisonnier ou occasionnel tout en associant la rémunération.

Pour les emplois permanents, la question posée s'intéresse à la main-d'oeuvre employée au cours de la dernière semaine, y compris les permanents à temps partiel que l'on croise avec le rythme de l'activité pour aider à la détermination de la production de l'entreprise.

Le schéma proposé est le suivant :

Prénom par ordre hié- rar- chique	sexe	Situation dans la (1) profession				Qualification  (2)	Rythme d'activité  (3)	Rémunération			Primes et avantages en nature à l'année  (5)	
		P.A	AF	S	AP			Montant Salaire net	période (4)			
									J	S		M

Pour chaque personne participant effectivement à l'activité de l'entreprise, c'est-à-dire excluant les associés éventuels qui ne participent que par la mise à disposition de capitaux, on notera en respectant la hiérarchie depuis le patron jusqu'à l'apprenti :

- Le prénom (dans le seul souci de n'oublier personne).
- Le sexe.
- La situation dans la profession : patron, associé, aide-familial, salarié, apprenti.
- La qualification (appréciée par rapport au métier) : apprenti, demi-ouvrier, ouvrier qualifié, employé, gérant.

- Le rythme d'activité en relation avec la régularité: à temps plein, mi-temps ou temps réduit.

- La rémunération peut prendre deux modalités différentes : à la période (ou au temps), ou à la pièce (ou encore à la tâche). Il s'agit de relever le salaire net croisé à la période (et combiné au nombre d'unités dans le cas de rémunération à la pièce). Quoique les retenues sont peu fréquentes dans le secteur non structuré, le salaire net sous entend le montant de la paye touchée réellement par le travailleur après avoir prélevé les déductions éventuelles (Sécurité Sociale, Impôts sur les salaires...).

- Les primes et avantages en nature, exprimés pour l'année comprennent les repas, le logement, le transport, les pourboires.....

En ce qui concerne, les emplois occasionnels ou saisonniers, il a été demandé de remplir le tableau suivant pour les travailleurs utilisés au cours de l'année pendant des périodes exceptionnelles :

Désignation des périodes exceptionnelles	Nombre d'occasionnels ou saisonniers	Nombre total de jours travaillés par l'ensemble de ces occasionnels ou saisonniers.	Salaire journalier moyen par personne
--	--------------------------------------	---	---------------------------------------

Ainsi, cette catégorie de main-d'oeuvre peut être appréciée aussi bien par son volume brut que par les emplois convertis en utilisant le nombre de journées travaillées.

La détermination de la masse salariale distribuée dans le secteur non structuré doit tenir compte des charges sociales qui s'ajoutent aux éléments des deux tableaux précédents relatifs à la rémunération.

Après avoir tout réduit à l'année, on aura l'égalité suivante :

Salaire brut = Salaire net + primes et avantages en nature + salaire des saisonniers + charges sociales.

La durée de l'activité dans l'année s'accommode à l'entreprise dans son ensemble et non pas à des personnes. Elle trouve son utilisation dans le calcul du nombre de jours de travail dont dispose l'atelier. Ce nombre est désigné par :

$$N = n \times T \text{ ou :}$$

n est le nombre de jours d'ouverture par an, T est le coefficient de productivité de l'atelier. La détermination de n dépend du nombre d'heures d'ouverture par jour, du nombre de jours fermés pour des raisons de repos hebdomadaire, de fêtes, de congé annuel ou autres causes.

b) - Production et coût de production :

L'évaluation de la production repose sur le choix d'une parmi trois variantes possibles. L'estimation peut provenir :

- du rythme de production ou estimation directe,
- des achats rapportés à une structure de coût de production,
- de la capacité productive basée sur le temps de travail effectif.

Pour chacune des alternatives, les trois produits les plus fréquemment fabriqués servent d'assiette pour le calcul de la valeur de la production. Ce qui nécessite la donnée à priori du prix de vente de l'unité. La correction des recettes globales de production est réalisée en utilisant un coefficient égal à l'inverse du pourcentage des recettes des trois produits.

L'estimation par le rythme de production consiste à connaître pour les trois produits choisis, selon les périodes (pointe, normales, creuses) le nombre d'unités et le temps qui leur est imparti. Le tableau est le suivant :

PRODUITS		PRODUIT. 1		PRODUIT. 2		PRODUIT. 3	
		Nombre d'unités	Temps	Nombre d'unités	Temps	Nombre d'unités	Temps
PERIODE	Rythme						
	Durée						

La seconde estimation se base sur la déclaration des achats de matières premières et autres produits intermédiaires. Pour chaque matière première principale, on relève les achats du mois précédent et ceux du mois moyen ou le total de l'année. Par rapport aux achats du mois moyen, il y a lieu de tenir compte des variations saisonnières sur les achats en considérant les périodes de pointe et celles de creux. Un coefficient permettra donc de corriger le total des achats.

L'introduction du coût de production répond à un double objectif : l'évaluation de la production en volume à partir des achats de matières premières d'une part, et la détermination d'une structure de coût des produits fabriqués ou transformés d'autre part.

Le tableau du "coût de production" inclut dans la désignation des dépenses les matières premières principales, les autres consommations intermédiaires, les travaux donnés à façon et la location des machines. Le schéma est le suivant :

DESIGNATION DE LA DEPENSE	PRODUITS FABRIQUES	PRODUIT 1	PRODUIT 2	PRODUIT 3

La troisième estimation est axée sur le temps de travail effectif nécessaire à la fabrication du produit. Il s'agit de l'intitulé suivant :

ETAPE DE FABRICATION	PRODUITS FABRIQUES	PRODUIT 1			PRODUIT 2			PRODUIT 3		
	Main d'oeuvre	Ouv. qual.	1/2 ouv.	App.	Ouv. qual.	1/2 ouv.	App.	Ouv. qual.	1/2 ouv.	App.

La quantité produite s'obtient en effectuant le rapport entre le nombre de jours disponibles dans l'atelier et le temps de travail nécessaire à la réalisation du produit. Il reste évident que la ventilation de la main-d'oeuvre suivant la qualification fait intervenir un coefficient de pondération conventionnel (1 ouvrier qualifié, 0,5 pour demi-ouvrier et 0,2 pour apprenti).

c - Variables économiques :

Il s'agit de variables permettant l'élaboration des comptes de l'entreprise.

Disposant des recettes globales de production, les pourcentages du filtre rendent possible l'évaluation des recettes commerciales(1)

(1) Rappelons que le passage du questionnaire est précédé par le passage d'un filtre qui permet de connaître la répartition (en %) des recettes de l'entreprise entre activités de production, de commerce et de services.

et de services. La connaissance de la marge bénéficiaire moyenne fournit une indication sur la mesure de la production du commerce c'est-à-dire qu'en d'autres termes :

$$P_c = V_c - A_c = V_c - V_c \times \frac{100}{100 + m} = V_c \frac{m}{100 + m}$$

- ou  $P_c$  désigne la production du commerce  
 $V_c$  désigne les recettes commerciales  
 $A_c$  désigne les achats du commerce  
 $m$  désigne la marge bénéficiaire moyenne.

Parallèlement aux achats de matières, les autres charges relevées concernent :

- les transports : carburant, assurances, taxes, entretien et réparations ou estimation des dépenses annuelles de transports assurés par un agent extérieur.
- Les impôts et taxes : obéissant aux régimes du forfait ou du réel suivant la législation en vigueur.
- Les charges diverses : loyers, eau, électricité, gaz, téléphone, entretien et réparations courantes, petit outillage, honoraires, assurances, frais bancaires.

d - Investissement - Stock de capital

Les investissements désignent les acquisitions de l'année en inscrivant le montant pour chaque catégorie (terrains, constructions, fonds de commerce, moyens de transport, matériel et équipements divers).

Il s'agit ensuite d'indiquer le mode de financement en distinguant les ressources propres, les prêts bancaires et les autres prêts.

Pour le stock de capital, il a été demandé de lister les matériels et équipements divers en précisant leur état (neuf, moyen ou vieux) et la valeur de revente actualisée.

e - Les opinions sont d'ordre qualitatif et ont trait soit à favoriser la bonne marche de l'entreprise (type de main-d'oeuvre, rapport avec l'administration, réaction à des pénuries de matières premières...), soit à la promotion du métier ou des mesures sociales.



### 3 . L'EVALUATION DES DONNEES A SAISIR AU NIVEAU DE CHAQUE ENTREPRISE

Avant de présenter la phase d'exploitation informatique, il y a lieu d'exposer la série de tests ayant abouti au choix de la méthode convenable.

Parmi les calculs généraux, l'annualisation des données a concerné la création de 15 variables :

- $V_1$  - La masse salariale ventilée suivant les salaires et primes des permanents, les salaires des occasionnels, les charges sociales et les retenues sur salaires.
- $V_2$  - Les charges diverses.
- $V_3$  - Les impôts.
- $V_4$  - Le transport.
- $V_5$  - Le total des charges diverses : ( $v_1 + v_2 + v_3 + v_4$ ).
- $V_6$ ,  $V_7$  et  $V_8$  - Les dépenses de matières premières et autres consommations intermédiaires respectivement pour les produits  $P_1$ ,  $P_2$  et  $P_3$  (coûts unitaires).
- $V_9$ ,  $V_{10}$  et  $V_{11}$  - Les dépenses en travaux et location respectivement pour les produits  $P_1$ ,  $P_2$ , et  $P_3$  (coûts unitaires).
- $V_{12}$ ,  $V_{13}$  et  $V_{14}$  - Le total des coûts unitaires pour les produits  $P_1$ ,  $P_2$  et  $P_3$ .
- $V_{15}$  - Le nombre de jours d'ouverture.
- $V_{15}$  bis - Le salaire annuel du salarié le mieux payé.

Le passage aux différents tests de cohérence permet de déterminer le bénéfice pour chaque alternative. Le test retenu obéit à deux contraintes :

- i - être supérieur ou égal à la variable  $V_{15}$  bis sans être inférieur au SMIG.
- ii - prendre parmi les deux plus rapprochés le bénéfice le plus élevé.

lère estimation : déclaration directe :

Connaissant la quantité  $q_i$  et le prix unitaire  $P_i$  de chacun des trois produits, les recettes totales  $R_1$  sont données par :

$$R_1 = \frac{\sum p_i q_i}{\% \text{ des 3 produits } \times \% \text{ filtre production}}$$

La valeur des coûts variables  $V_{17}$  résulte du produit des coûts unitaires objets des variables  $V_{12}$ ,  $V_{13}$  et  $V_{14}$  par les quantités  $q_1$  des trois produits :

$$V_{17} = V_{12} \times q_1 + V_{13} \times q_2 + V_{14} \times q_3$$

Les dépenses de production deviennent alors ;

$$V_{18} = \frac{V_{17}}{\% \text{ des 3 produits}}$$

Les achats du commerce

$$V_{19} = R_1 \times \% \text{ filtre commerce} \times \frac{1}{1 + \% \text{ marge}}$$

Ainsi, les dépenses variables seront :

$$V_{20} = V_{18} + V_{19}$$

et le total des dépenses  $D_1 = V_5 + V_{20}$

Le bénéfice qui en résulte

$$B_1 = R_1 - D_1$$

2ème Estimation : Achats de matières

Le total des achats étant déterminé soit à partir du total de l'année ou du mois moyen corrigé des variations saisonnières, on obtient ainsi une valeur des achats notée  $V_{21}$ .

Les recettes qui en découlant restent subordonnées au calcul du volume de la production. Dans un premier temps l'hypothèse retient un seul produit. La quantité du produit 1 sera :

$$q'_1 = \frac{\text{Achats matières}}{\text{Coût unitaire } P_1} = \frac{V_{21}}{V_6}$$

La production en valeur devient

$$R_2 = \frac{q'_1 \times \text{prix unitaire } P_1}{\% \text{ filtre production}}$$

Les dépenses en travaux du produit 1 sont données par :  $V_{22} = q'_1 \times V_9$

Les achats du commerce :

$$V_{23} = R_2 \times \% \text{ commerce filtre} \times \frac{1}{1 + \% \text{ marge}}$$

Ainsi le total des dépenses sera :

$$D_2 = V_{21} + V_{22} + V_{23} + V_5$$

et

$$B_2 = R_2 - D_2$$

3 ème Estimation : capacité productive

On tire d'abord le coefficient de productivité de l'atelier basé sur une pondération suivant la qualification. Cette variable sera notée  $V_{24}$ .

Le nombre de jours de travail dont dispose l'atelier est :

$V_{25}$  = Nombre de jours d'ouverture x coefficient de productivité

Soit :

$$V_{25} = V_{15} \times V_{24}$$

Le temps de travail nécessaire pour la fabrication du produit  $P_1$  consigné dans la variable  $V_{26}$ , permet de calculer la production  $q''_1$  selon :

$$q''_1 = \frac{\text{Nombre de jours disponibles}}{\text{Temps de travail du produit 1}} = \frac{V_{25}}{V_{26}}$$

et les recettes de production

$$V_{27} = q''_1 \times \text{prix unitaire du produit } P_1$$

et les recettes totales :

$$R_3 = \frac{V_{27}}{\% \text{ filtre production + service}}$$

Les dépenses variables  $V_{28}$  sont fournies par :

$$\begin{aligned} V_{28} &= \text{coût unitaire du produit } P_1 \times q''_1 \\ &= V_{12} \times q''_1 \end{aligned}$$

Les achats du commerce  $V_{29}$  deviennent :

$$V_{29} = R_3 \times \% \text{ commerce filtre} \times \frac{1}{1 + \% \text{ marge}}$$

et les dépenses totales  $D_3$  :

$$D_3 = V_{28} + V_{29} + V_5$$

Ainsi le bénéfice  $B_3$  sera :

$$B_3 = R_3 - D_3$$

Si l'un des tests 2 ou 3 est choisi, la méthode reprend les trois produits en calculant des quantités  $q'_i$  ou  $q''_i$  respectant la structure des ventes de la première estimation. Seule l'estimation retenue est chiffrée en détail et pour les deux autres, on se contente de prendre les recettes et les bénéfices.

## 5 - LE SCHEMA D'EXPLOITATION INFORMATIQUE

Passant sous silence la phase de reconstitution du fichier (1) d'enquête qui, rappelons-le, a pour but d'affecter à chaque entreprise un coefficient d'extrapolation en fonction des taux de sondage initiaux corrigés du nombre des réponses dans la strate d'arrivée, nous aboutissons au stade du chiffrage à un second fichier des informations à traiter. Ces dernières, une fois compilées, subissent la série de tests tenant à la :

- Conformité des codes : la vérification s'effectue par rapport à des tables ou codes initialement prévus tels que la nomenclature d'activités, le code des qualifications dans l'emploi, le code des statuts juridiques, le code produits ou matières...

- Cohérence entre variables : généralement, il y a croisement entre les variables

Exemples : \* Si le total salaires des emplois saisonniers  $\neq 0$  il faut total jours  $\neq 0$

\* Si le statut juridique est une personne physique il ne doit pas y avoir plus d'un emploi permanent patron non salarié dans la situation dans la profession.

\* Si la marge bénéficiaire du commerce  $\neq 0$ , il doit y exister un % filtre commerce.

\* Pour chacun des 3 produits, il faut que temps de travail converti  $\leq$  temps de travail absolu.

Pour l'ensemble des tests, les solutions envisagées sont de deux sortes :

- La correction automatique dans laquelle le programme informatique faisait suivre le repérage de l'erreur d'une rectification préparée à l'avance.

- Le rejet se traduisant par des défaillances. La correction se réalise alors manuellement, nécessitant une nouvelle saisie.

...

---

(1) Voir 1ère partie, § D supra.

Un programme de création de variables est conçu dans le but de fournir des éléments qui trouvent leur utilisation dans l'exploitation des résultats.

A cet effet, les problèmes sont abordés selon leur aspect que l'on classe :

- Variables de classification regroupant la région, la taille d'emploi, le code activité, le coefficient d'extrapolation, l'activité simplifiée.

- L'emploi : toutes les analyses fines (qualifications, statuts, rémunérations) sont faites directement à partir des informations individuelles se rapportant au tableau de l'emploi du questionnaire. Les variables créées concernent les effectifs totaux de l'entreprise ventilés en permanents, saisonniers, salariés et non salariés. A titre d'illustration, nous avons retenu les variables suivantes :

\* Main-d'oeuvre permanente : ventilée suivant les emplois permanents salariés et non salariés.

\* Main-d'oeuvre saisonnière : il s'agit des emplois convertis à plein temps distribués en salariés et non salariés (aides familiaux).

\* Main-d'oeuvre totale : distinguée également en salariés et non salariés.

\* Nombre de jours d'ouverture dans l'année.

\* Tranches d'emploi calculée sur la main d'oeuvre permanente.

- Les comptes de l'entreprise : Il retracent les postes de la comptabilité privée (production, exploitation, affectation) en vue de leur utilisation immédiate avec les comptes des entreprises présentant une comptabilité.

- Les variables sur les produits : achats et ventes par produits, les coûts de production.

- L'investissement : les acquisitions de l'année et leur financement, la valeur des immobilisations.

Le dessin d'enregistrement complet contient les variables suivantes :

a) Données saisies à partir du questionnaire

N° variable	Désignation	Nomenclature ou calcul
1	Identification	n° compostage de l'entreprise
2	Type de carte 1	informations générales
3	Code gouvernorat	code géographique
4	Code délégation- commune	code géographique
5	Filtre production	

N° variable	Désignation	Nomenclature ou calcul
6	Filtre commerce	
7	Filtre service	
8	Année de création	
9	Activité principale	Table activité
10	Activité secondaire	Table activité
11	Statut Juridique	Table forme juridique
12	Heures d'ouverture	
13	Jours fériés /semaine	
14	Jours fériés /année	
15	Congés annuels	
16	Autres jours fériés	
17	Main-d'oeuvre stable	
18	Main-d'oeuvre instable	
19	Main-d'oeuvre sans opinion	
20	Manque de main d'oeuvre qualifiée	
21	Salaire élevé	
22	Manque formation pratique	
23	Main-d'oeuvre diplômée	
24	Main-d'oeuvre autre	
25	Main-d'oeuvre caisse retraite	
26	Main-d'oeuvre caisse maladie	
27	Accueil	
28	Contrôles	
29	Aides	
30	Cartes professionnelles	
31	Epargne emploi	
32	Fonds PAPM	
33	Pénuries	
34	Achats crédit	
35	Ventes crédit	
36	Type de carte 2	Emploi-salaire permanent
37	Sexe	Code sexe
38	Situation dans la profession	Table situation profession
39	Qualification	Table des qualifications
40	Rythme d'activité	
41	Salaires + primes annuels	
42	Période et mode	Table des modalités
43	Primes annuelles	
44	Type de carte 3	Emploi saisonnier + Divers
45	Nombre de saisonniers	
46	Total jours	
47	Dont aides familiaux	
48	Total salaires annuels sais.	
49	Existence salariés	
50	CNSS	
51	ITS + CPE	

N° variable	Désignation	Nomenclature ou calcul
52	Existence véhicules	
53	Carburant	
54	Assurance véhicule	
55	Taxes	
56	Entretien et réparation	
57	Transport par agent ext.	
58	Loyer	
59	Frais	
60	Electricité	
61	Gaz	
62	Téléphone	
63	Entretien bâtiment	
64	Autres entretiens	
65	Petit outillage	
66	Honoraires	
67	Assurances accidents	
68	Autres assurances	
69	Frais bancaires	
70	Emballages	
71	Autres frais	
72	Type d'impôts	
74	Total impôts	
75	Patente	
76	Type 4	Investissement-financement
77	Terrain	
78	Construction	
79	Grandes rép. construction	
80	Moyens de transport	
81	Grandes rép. Transport	
82	Autres matériels	
83	Grandes rép. autres matériels	
84	Ressources propres	
85	Prêts bancaires	
86	Autres prêts	
87	Equipement existant	
88	Code équipement	
89	Etat équipement	
90	Valeur actuelle	
91	Type 5	Production
92	Code produit	
93	Quantité	
94	Type d'unité	
95	Valeur	
96	Part des recet. des 3 produits	
97	Marge bénéficiaire	
98	Test retenu	
99	Test 2	
100	Chiffre d'affaires 2	

N° variable	Désignation	Nomenclature ou calcul
101	Bénéfice 2	Achats
102	Test 3	
103	Chiffre d'affaires 3	
104	Bénéfice 3	
105	Temps converti/produit	
106	Temps absolu/produit	
107	Type 6	
108	Prix de vente/produit	
109	Code matière première	
110	Valeur/produit	

b - Variables créées :

N° variable	Désignation	Nomenclature ou calcul
111	Région	Table région
112	Taille emploi	
113	Activité stratifiée	
114	Activité regroupée	
115	Coefficient d'extrapolation	
116	Total emploi	
117	Type d'agent économique	
118	Code activité C.N.	
119	Variables emploi	
120	Emploi permanent salarié	V38 codé 2,4,5,6
121	Emploi permanent non salarié	V 38 codé 1,3
122	Emploi permanent total	V120 + V121
123	Emploi saisonnier converti	V46/250
124	" " " non salarié converti	V47/250
125	" " " salarié converti	V123 - V124
126	Emploi total salarié	V120 + V125
127	Emploi total non salarié	V121 + V124
128		
129	Emploi total entreprise	V128 + V129
130	Entretien total	V56 + V63 + V64
131	Fourniture totale	V59 + V60 + V61
132	Assurance totale	V54 + V67 + V68
133	Total salaire + Prime perman.	V41 de tous les emplois
134	Total prime permanent	V43 de tous les emplois
135	Total salaires permanent	V133 - V134
136	Salaires bruts totaux	V48 + V51 + V133
137	Frais de personnel	V50 + V136
138	Impôts indirects	V74 - V75
139	R.B.E.	V165 - V137 - V138
140	Impôts Directs	V55 + V75



N° variable	Désignation	Nomenclature ou calcul
141	R.B.D.	V139 - V140
142	F.B.C.F.	V78+V80+V82+V79+V81+V83
143	Taux de valeur ajoutée	(V165/V151) x 100
144	Travaux à façon	(V95 X V110)/V108 si V109 codé 888
145	Total travaux à façon	V144
146	Coefficient de correction C.A	100/V96
147	Ventes de produits	V95 x V146
148	Ventes autres que les 3 produits	V147 - V95 de tous les produits
149	Vente commerce	(V147 X V6) / V5
150	Vente service	(V147 X V7) / V5
151	Chiffre d'affaires total	V147 + V149 + V150
152	Recettes,commerce	(V149 X V97) / 100 + V97)
153	Achat de produit i en mat.j	(V110 X V95) / V108
154	Total achat matière j	V153 X V146
155	Total matières / produit	V153
156	Total achat production	V154
157	Achat commerce	(V149 X 100) / (100 + V97)
158	Total achat	V156 + V157 + V53 + V70
159	T F S E	V58 + V65 + V66 + V131 + V132 + V133
160	Consom. Intermé. autre qu'achats	V159 + V57 + V164 + V69
163	Total cons. intermédiaire	V158 + V160
164	F D P	V62 + V71
165	Valeur ajoutée	V151 = V163

## 6 - LES PRINCIPAUX RESULTATS

Sans entrer dans beaucoup de détails, les résultats peuvent être analysés en se référant au poids qu'occupe le secteur non structuré dans l'ensemble des industries manufacturières et aussi par un aperçu sur les données propres.

### a) Poids du secteur non structuré :

Pour l'objet de l'étude, nous nous limitons à mesurer l'impact du secteur non structuré à travers les trois indicateurs : l'emploi, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée. Il demeure entendu que pour la comparaison le champ exclut les activités non manufacturières c'est-à-dire les mines, l'énergie et le bâtiment et travaux publics.

Concernant l'emploi, on constate que près d'une personne sur cinq travaille dans une entreprise de moins de 10 emplois avec une prépondérance de main-d'oeuvre dans les branches du textile-habillement et du bois et ameublement qui regroupent à elles seules près de 15% de l'emploi global dans les industries manufacturières.

Le tableau suivant donne le poids du secteur non structuré

Poids du secteur non structuré dans  
les industries manufacturières  
(structure en %)

Désignation	Chiffre d'affaire			Valeur ajoutée			Emploi		
	SNS	S.M	Total	SNS	S.M	Total	SNS	S.M	Total
Industrie agric. et alim.	1,5	30,0	31,5	0,9	26,5	27,4	3,0	11,1	14,1
Matériaux de construc. Céramique - verre	0,3	7,9	8,2	0,5	11,2	11,7	1,0	9,5	10,5
Indust.méca.électrique	1,2	16,9	18,1	1,6	15,2	16,8	2,9	12,6	15,5
Textile,Habil.Cuir	2,2	17,3	19,5	3,0	22,1	25,1	7,0	32,5	39,5
Bois et divers	3,3	19,4	22,7	4,1	14,9	19,0	6,9	13,1	20,0
Ensemble	8,5	91,5	100,0	10,1	89,9	100,0	20,8	79,2	100,0

La faible part observée dans les matériaux de construction provient essentiellement d'une minimisation de l'activité des carrières puisque l'enquête n'a touché que les entreprises localisées.

La contribution du secteur non structuré à la production intérieure brute représente 10% de l'apport global. Cependant, l'étude approfondie par branche montre qu'à un niveau détaillé par activité, le secteur non structuré a un poids non négligeable : cas du travail du bois, imprimerie et divers.

Parmi les autres indicateurs, nous avons pu apprécier les composantes du facteur capital à travers la donnée de l'investissement et du stock des équipements existants. Notons qu'à ce niveau les industries agricoles et alimentaires, le bois et divers accaparent respectivement 31% et 42% de l'enveloppe investie dans le secteur non structuré de la production.

L'enquête a permis également de reconstituer le parc des équipements suivant leur état.

b) Les résultats propres au secteur non structuré :

b.1 - Les caractéristiques de l'emploi :

Les 15 800 entreprises de moins de 10 emplois occupent 46 200 personnes de manière permanente ; ce qui correspond à une taille moyenne de 2,9 emplois par entreprise . Ce ratio est de 80 emplois dans le secteur moderne.

La répartition de la main-d'oeuvre par taille montre que presque la moitié est occupée dans les entreprises dont la tranche se situe entre 3 et 5 emplois (22 500 sur 46 200).

Il convient de rappeler aussi que 56% de cette main d'oeuvre sont salariés les autres étant des patrons et associés et des aides familiaux.

b.2 - Mesure globale de l'activité :

Le chiffre d'affaires annuel moyen par entreprise s'élève à 12.750 DT\* par an soit environ 1 000 DT de recettes mensuelles.

La structure de ces recettes provient essentiellement de la production concurrence de 94%, le reste étant l'activité commerciale (2%) et des services (4%).

La valeur ajoutée qui en découle représente un taux de 40% soit légèrement supérieure au taux de valeur ajoutée dans le secteur moderne (32%). Sectoriellement ce ratio qui mesure la contribution du S.N.S. à la P.I.B. varie selon les activités allant de 21% dans les I.M.E. à 53% dans les M.C.C.V. et 47% dans le T.H.C.

Selon le critère taille, la tendance confirme une baisse du taux de valeur ajoutée quand l'emploi augmente : 45% pour 1 et 2 emplois, 42% pour les 3 à 5 et 33% pour les 6 à 9. Cette remarque n'est pas valable dans la branche textile habillement et cuir.

La décomposition de la valeur ajoutée selon ses composantes dégage 23% pour les salariés, 2% pour l'Etat et 75% de revenus des entrepreneurs.

Le salaire moyen global est de 670 DT par personne et par an, ce qui correspond à un salaire moyen mensuel de 56 DT se situant en dessous du SMIG qui était à l'époque de 66 DT.

Le taux des charges sociales ne dépasse pas 5% restant très loin du taux réglementaire (25% environ) : l'embauche non déclarée apparaît comme une pratique courante.

D'autres résultats sont déjà sortis et n'ont pas fait l'objet d'analyse. Ils intéressent l'investissement et le stock de capital, la production en volume, les opinions....

En résumé, l'entreprise "moyenne-type" du secteur non structuré industriel se caractérise par les variables suivantes :

- Chiffre d'affaires annuel moyen par entreprise : 12 750 DT soit environ 1 000 DT/mois
- Valeur ajoutée moyenne par entreprise : 5 100 DT
- Valeur ajoutée moyenne par emploi : 1 750 DT
- Emploi moyen par entreprise : 2,9
- Salaire annuel moyen par salarié : 670 DT soit environ 56 DT/mois
- Bénéfice annuel moyen par entreprise : 3 850 DT

\* 1 DT = 11,25 FF

### C O N C L U S I O N

En Tunisie, la réalisation de l'E.N.A.E. en 1981 est considérée comme une étape importante dans la mise en place d'un système permanent de statistiques sur les entreprises. Ce nouveau départ, que nous rapprochons des programmes antérieurs se caractérise par :

- L'étendue du champ d'action sous le double aspect de la couverture des branches d'activités, associée au critère taille des unités enquêtées. L'exhaustivité a concerné le secteur moderne et la procédure d'échantillonnage le secteur non structuré.
- L'approche du secteur artisanal a bénéficié des enseignements tirés au moyen d'enquêtes pilotes menées dans diverses branches pour une meilleure adaptation du questionnaire suivant le mode de raisonnement des chefs d'entreprises.
- Une orientation plus fiable vers les programmes futurs en accordant des priorités aux secteurs moins connus (services) ou suivant l'importance de certaines branches.

Sur le plan des résultats, l'E.N.A.E. 1981 a été l'occasion d'enrichir et de mieux outiller l'appareil statistique en :

- Mettant au clair la base d'un fichier d'entreprises (et d'établissements) dont il y a lieu de bien suivre les mouvements.
- Dotant l'information statistique de nouveaux indicateurs assez complets qui trouvent leur utilisation tant dans le domaine de la planification que celui de la Comptabilité Nationale.
- Levant le voile sur l'appréciation du secteur non structuré dans son ensemble et son poids dans l'économie du pays.

Cependant, il est fort utile d'entretenir cette expérience en vue d'une meilleure contribution à l'amélioration du support de l'information tant au niveau de la collecte qu'à celui du chiffrage (adaptation des questionnaires, assimilation des instructions,...). La persévérance dans l'effort demeure le seul moyen pour aboutir à la fiabilité des données et les rendre ainsi plus crédibles.



3 - Qui enquêter en cas de changements :

En règle générale, on s'intéresse en priorité au local.

On doit retrouver le local et enquêter l'entreprise qui s'y trouve.

Voici en résumé les solutions aux différents cas de changements :

TYPE DE CHANGEMENT			SOLUTION
Local Ouvert	même (1) propriétaire	activité différente	Enquêter le propriétaire dans sa nouvelle activité.
	Changement de propriétaire (1)	même activité	Enquêter le nouveau propriétaire quelle que soit son activité.
		activité différente	
	R e f u s	même activité	Remplacer par l'entreprise correspondante dans le listing II.
activité différente		Enregistrer la taille de la nouvelle entreprise Remplacer par une entreprise ayant la même activité et la même taille.	
Local fermé defini- tivement			Signaler dans le cahier de tournée. Pas d'enquête.
Inconnu à l'adresse ou adresse inconnue			Il ne s'agit pas d'un changement, mais d'une erreur. Revenir aux documents de référence. Si on n'arrive pas à retrouver l'entreprise, on la remplace par l'entreprise correspondante du Listing II.

4 - Observations générales :

---



---



---



---



---



---

(1) - Si installé récemment, ou changement récent d'activité, enquêter sur la période d'exercice dans ce local ou dans cette nouvelle activité.

CONSIGNES GÉNÉRALES

1 - Choix du questionnaire :

Le filtre précédent permet de choisir le questionnaire approprié, à partir de l'activité principale exercée et de l'existence de comptabilité.

L'activité principale est déterminée à la question 1 du filtre à partir du pourcentage le plus fort.

Cas particulier :

En cas de répartition égale : - la production prime sur le commerce et les services.

- le commerce prime sur les services.

Ainsi compte tenu des réponses aux questions 1 et 2 du filtre on a à remplir les types de questionnaire suivants :

Question 1 : % le plus fort dans :	Question 2 : Comptabilité		TYPE DE QUESTIONNAIRE
	Oui	Non	
Production	x		QI <sub>1</sub> : Industrie avec bilan : (Recensement industriel)
		x	QI <sub>2</sub> : Industrie sans bilan
Commerce	x		QC <sub>1</sub> : Commerce avec bilan
		x	QC <sub>2</sub> : Commerce sans bilan
Services	x		QS <sub>1</sub> : Services avec bilan
		x	QS <sub>2</sub> : Services sans bilan

2 - Dans quel cas remplit-on plusieurs questionnaires :

S'il s'agit d'une entreprise à établissements multiples ayant des activités totalement différentes (non complémentaires), remplir autant de filtres et de questionnaires que d'activités, si la comptabilité de l'entreprise le permet.





# ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

## ENQUETE SUR LE COMMERCE

### ENTREPRISES SANS BILAN

QC<sub>2</sub>

#### LOCALISATION

Gouvernorat _____	Section <input type="text"/>
Délégation _____	Ilot <input type="text"/>
Commune, arrond. ou aggl <sup>n</sup> _____	

#### IDENTIFICATION

Nom ou Raison Sociale : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____ Année de Création : _____

<u>///</u> Nature de l'Activité Principale :							
Commerce de	<table><tr><td>Gros</td><td><input type="checkbox"/></td></tr><tr><td>Demi-Gros</td><td><input type="checkbox"/></td></tr><tr><td>Détail</td><td><input type="checkbox"/></td></tr></table>	Gros	<input type="checkbox"/>	Demi-Gros	<input type="checkbox"/>	Détail	<input type="checkbox"/>
Gros	<input type="checkbox"/>						
Demi-Gros	<input type="checkbox"/>						
Détail	<input type="checkbox"/>						

Activité Principale : _____
Activité Secondaire : _____

<u>Statut Juridique</u> :	
Personne physique <input type="checkbox"/>	Personne Morale <input type="checkbox"/>
Si Personne morale :	S.A <input type="checkbox"/> SARL <input type="checkbox"/> S.de fait <input type="checkbox"/> Coop <input type="checkbox"/>
Autres (préciser) _____ <input type="checkbox"/>	

- Nom de la personne interrogée : _____
- Qualité : _____
- Nom de l'Enquêteur : _____ Date : _____
- Nom du Contrôleur : _____ Date : _____



2) EMPLOIS OCCASIONNELS OU SAISONNIERS

Avez-vous utilisé au cours de l'année dernière des travailleurs occasionnels ou saisonniers dans des périodes exceptionnelles ?

OUI

NON

Si OUI - Remplir le tableau suivant :

Désignation des périodes exceptionnelles	Nombre occasionnels ou saisonniers	Nombre total de jours travaillés par l'ensemble de ces occasionnels ou saisonniers	Salaire Journalier moyen par personne (En millimes)

3) CHARGES SOCIALES

Montant des cotisations patronales et salariales versées à la CNSS au cours du dernier trimestre

4) DUREE DE L'ACTIVITE DANS L'ANNEE

- Nombre d'heures d'ouverture par jour	H.
- Nombre de jours fermés par semaine	J.
- Nombre de jours fériés dans l'année	J.
- Congés annuels avec fermeture du magasin	J.
= Autres jours fermés (préciser)	J.

5) OPINION

Que pensez-vous de la main d'oeuvre ? Stable  Instable  Sans opinion

Etes-vous disposé à verser des cotisations :

- Pour une caisse de retraite des patrons et indépendants OUI  NON

- Pour une caisse - maladie des patrons et indépendants OUI  NON

TRANSPORTS

Disposez-vous d'un moyen de transport ?

OUI  NON

Si OUI Estimation des dépenses annuelles de fonctionnement de ce (ou ces) moyen (s) de transport

Carburant	
Assurances	
Taxes	
Entretien - réparations	
TOTAL	

Si NON

Estimation des dépenses annuelles de transports assurés par un Agent extérieur

**CHARGES DIVERSES**

- 378 -

Se référer si possible aux dernières quittances ou factures

DEPENSES	MONTANT	PERIODE
- Loyer		
- Eau		
- Electricité		
- Gaz (STEG ou bouteilles)		
- Téléphone		
- Dépenses d'entretien et de réparations courantes, sauf véhicules		
- Bâtiments		12 Mois
- Autres		12 Mois
- Renouvellement annuel du petit outillage		12 Mois
- Honoraires par an (comptable, avocat, expert, etc)		12 Mois
- Assurances par an sauf véhicules		
- Accidents du travail		12 Mois
- Autres assurances		12 Mois
- Frais bancaires		12 Mois
- Emballages : achats moyens d'emballages de toutes sortes (papier, sacs, plastiques etc)		
- Autres frais (préciser).....		

**IMPOTS ET TAXES**

Si vous payez des impôts, préciser dans le tableau suivant de quels impôts il s'agit et leur montant :

1er Cas : FORFAIT	MONTANT	2ème Cas : AU REEL	MONTANT
- Patente forfaitaire		- Patente (droit d'exercice + droit proportionnel sur les bénéfices)	
		- Taxe professionnelle	
		- T.C.L. (Impôts fonciers et taxes locatives)	
		- C.E.S. (Cont. except. de solid)	
- Autres impôts pour l'Entreprise (préciser)		- Autres impôts pour l'entreprise (préciser)	
- Retenues sur les salaires du personnel (ITS + CPE)		- Retenues sur les salaires du personnel (ITS + CPE)	

**OPINION**

Quelle est votre opinion sur les points suivants :

- L'accueil dans les bureaux de l'Administration :  
Bon  Normal  Mauvais  Sans opinion
- Le nombre des contrôles économiques et fiscaux :  
Très nombreux  Normaux  Pares  Sans opinion
- Les aides à l' Equipement :  
Suffisantes  Insuffisantes  Inexistantes  Sans opinion

Que pensez vous des mesures suivantes :	N'a pas entendu parler	A entendu parler		
		Favorable	Défavorable	Sans opinion
- Création de cartes professionnelles pour limiter l'accès à la profession	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Création des comptes spéciaux " Epargne Emploi "	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Nouveaux prêts du fonds de Promotion de l' Artisanat et des Petits Métiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**INVESTISSEMENTS-CAPITAL-FINANCEMENT**

1/INVESTISSEMENTS EN 1981 (Y compris les grosses réparations)		2/MATERIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS EXISTANTS			
DESIGNATION	MONTANT	DESIGNATION	Etat		Valeur Actuelle de revente
			Neuf	Moyen Mauvais	
Terrains					
Constructions, locaux					
Fonds de commerce (p as de porte)					
Moyens de transport pour l'entreprise (usage professionnel )					
Matériels et équipements divers (1)					
-----					
-----					
-----					
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>			

**3/ MODE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DE 1981**

Ressources propres	
Prêts Bancaires	
Autres prêts (préciser)	
<b>TOTAL</b>	

(1) Tels que Frigo, Balance comptoir, meubles, étagères, caisse enregistreuse, installations diverses.

1) VALEUR DU STOCK AU MOMENT DE L'ENQUETE

- Valeur estimée de toutes les marchandises actuellement en stock (estimation aux prix d'achat) \_\_\_\_\_

- Ce montant est-il normal ? Oui  Non

- Si Non Préciser Pourquoi ? \_\_\_\_\_

Quel est le Montant Normal (moyen) \_\_\_\_\_

2) ROTATION DU STOCK ET ACHATS

Parmi les marchandises que le commerçant revend, certaines tournent plus vite que d'autres, c'est à dire que les stocks sont renouvelés avec des vitesses différentes selon les produits. Dans le tableau suivant, il faut :

a) Indiquer les principaux produits ou groupes de produits qui composent le stock moyen normal (1ère colonne).

b) Préciser les délais de rotation correspondants, c'est à dire la période moyenne qui sépare 2 achats des mêmes produits en jours, semaines ou mois (2ème colonne)

c) Indiquer la valeur moyenne des achats à chacun des renouvellements pour chaque groupe de produits (3ème colonne).

d) Indiquer les taux de marge sur chacun de ces groupes de produits en % du prix d'achat (coefficients de multiplication que le commerçant utilise pour faire ses prix de vente) (4ème colonne).

	Produits ou groupes de produits	Rotation moyenne en J.S. OU M	Valeur moyenne des achats	Taux de marge
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				

**FOURNISSEURS**

A qui avez-vous acheté les marchandises que vous revendez (répartition approximative des achats en pourcentages) 100 %

- Importations directes par votre entreprise _____	%
- Achats directement à des producteurs nationaux (exemple : industriels, artisans, agriculteurs ....) _____	%
- Achats à des commerçants grossistes (importateurs, grossistes, intermédiaires) _____	%
- Achats à d'autres commerçants détaillants _____	%
- Autres (préciser) _____	%

**CLIENTELE**

A qui vendez-vous (répartition approximative du chiffre d'affaires) 100 %

- Exportations directes par votre entreprise _____	%
- Entreprises ou professionnels non commerçants (exemples : usines, sociétés, artisans, agriculteurs, etc ..) _____	%
- Commerçants grossistes _____	%
- Commerçants détaillants _____	%
- Particuliers (ménages) _____	%

**OPINION**

- Dans votre commerce existe-t-il des pénuries ?	Souvent <input type="checkbox"/>	Parfois <input type="checkbox"/>	Rarement <input type="checkbox"/>	Jamais <input type="checkbox"/>	Sans opinion <input type="checkbox"/>
- Achetez-vous vos marchandises à crédit ?	Souvent <input type="checkbox"/>	Parfois <input type="checkbox"/>	Rarement <input type="checkbox"/>	Jamais <input type="checkbox"/>	Sans opinion <input type="checkbox"/>
- Faites-vous des ventes à crédit (y compris les carnets)	Souvent <input type="checkbox"/>	Parfois <input type="checkbox"/>	Rarement <input type="checkbox"/>	Jamais <input type="checkbox"/>	Sans opinion <input type="checkbox"/>

**VENTES**

1) VENTES TOTALES (COMMERCE + ACTIVITES SECONDAIRES S'IL Y EN A)

Quel est le montant global des recettes pour la période de référence, au choix de l'enquête

- Ou bien pour chacun des 7 jours précédents

	L	M	M	J	V	S	D
Montant							
* ou s							

Total 7 jours

(Signaler par \* le jour de l'enquête et par S le jour du Souk dans la localité)

- Ou bien pour la semaine précédente

- Ou bien pour le mois précédent





# ENQUETE NATIONALE SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

Branches productives manufacturières  
Entreprises sans Bilan

QI<sub>2</sub>

I - LOCALISATION

Gouvernorat : _____	Section <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span>
Délégation : _____	Ilôt <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span>
Commune, arrondis <sup>t</sup> ou aggl <sup>n</sup> : _____	

II - IDENTIFICATION

Nom ou Raison Sociale : _____	
Adresse : _____	
Téléphone : <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span>	Année de création : <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span>
Nature de l'Activité Principale : _____	
Activité secondaire : _____	
<b>Statut Juridique :</b>	
Personne Physique <input type="checkbox"/>	S.A. .... <input type="checkbox"/>
Personne Morale <input type="checkbox"/>	S.A.R.L. .... <input type="checkbox"/>
	S. de fait .... <input type="checkbox"/>
	Coop. .... <input type="checkbox"/>
	Autres .... <input type="checkbox"/>
Nom de la personne interrogée : _____	
Qualité : _____	
Nom de l'enquêteur : _____	Date : <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span> 198 <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span>
Nom du contrôleur : _____	Date : <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span> 198 <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span>

no identi.	Nom ou raison sociale	Adresse	Activité	Em- lois

III - **Emplois et Salaires** : 1) Emplois permanents :

Main d'oeuvre permanente employée au cours de la dernière semaine ( y compris les permanents à temps partiel ) :

Prénom (par ordre hiérarchique)	Sexe	Situation dans la Profession (1)				Quali- fica- tion (2)	Rythme d'ac- tivité (3)	R é m u n é r a t i o n					
		P.	A.A.	F	S.			Ap.	à la période		à la pièce		Primes et avantages en nature à l'année (5)
									Salaire net	Période (4)	Salaire /unité	Nombre unités par se- maine	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													

(1) - PA = Patron ou associé, AF = aide-familial, S = salarié, Ap = apprenti

(2) - Ouvrier qualifié, demi-ouvrier, apprenti, employé, gérant.

(3) - Régulier à temps plein 100 %

" " à mi-temps 50 %

" à temps plus réduit 25 %

(4) - Jour, semaine ou mois

(5) - Estimation en valeur des avantages divers tels que repas, logement, vêtements, transport, primes etc...



V - **CHARGES DIVERSES** (se référer si possible aux dernières quittances ou factures) .

D é p e n s e s		Montant (D)	Périodes
- Loyer			
- Eau			
- Electricité			
- Gaz (STEG ou bouteilles), gaz-oil, charbon, bois (1)			
- Téléphone			
- Dépenses d'entretien et de réparations courantes (sauf véhicules) :	. bâtiments		12 mois
	. autres (préciser)		12 mois
- Renouvellement annuel du petit outillage ou du petit matériel			12 mois
- Honoraires par an (comptable, avocat, expert, etc...)			12 mois
- Assurance par an (sauf véhicules) :	. accidents du travail		12 mois
	. autres assurances		12 mois
- Emballages			12 mois
- Frais bancaires			12 mois
- Autres frais (préciser) .....			

(1) - Rayer les mentions inutiles

VI - **IMPOTS ET TAXES**

F O R F A I T	MONTANT (D)	R E E L	MONTANT (D)
. Impôts indirects forfaitaires		. Taxe à la production, taxe à la consommation, taxe sur les prestations de service	
. Patente forfaitaire		. Patente (droit d'exercice + droit proportionnel sur les bénéfices)	
		. Taxe professionnelle	
		. T.C.L. (Impôts fonciers et Taxes locatives)	
		. CES (Contribution, except.de solidarité)	
. Autres impôts pour l'entreprise (préciser)		. Autres impôts et Taxes (préciser)	
. Retenues sur les salaires du personnel (ITS-CPE)		. Retenues sur salaires du personnel (ITS-CPE)	





4 - Rythme de production au cours de l'année : Pour les produits courants cités plus haut, quel est le rythme de fabrication ou de transformation au cours de l'année (exprimé en nombre d'unités rapporté au temps) :

Produits Période						
	Durée	quantité / temps	Durée	quantité / temps	Durée	quantité / temps
<u>Périodes de pointes</u> :						
<u>Périodes normales</u> :						
<u>Périodes de creux</u> :						
<b>TOTAL</b>	12 mois	////	12 mois	////	12 mois	////

5 - Importance de ces produits par rapport à l'ensemble de la production :

A combien estimez-vous le % des recettes provenant de ces produits (les plus fréquemment fabriqués ou transformés) par rapport à vos recettes globales de l'ensemble de la production ?



Répartition des recettes de la production en %	%
Produits les plus fréquemment fabriqués ou transformés (produits des tableaux.1,2,3,4)	
Autres produits fabriqués par l'entreprise : - - - - -	
- - - - -	
- - - - -	
<b>Ensemble de la production</b>	<b>100</b>

6 - Revente de marchandises en l'état : En dehors des recettes provenant de la vente de votre propre production, vous avez déclaré (voir filtre) que... % de l'ensemble de vos recettes proviennent de la revente de marchandises en l'état (sans aucune transformation) : quelle est la marge bénéficiaire moyenne sur ces ventes ? . . . . . [ ] %

390

7 - Matières premières et autres produits intermédiaires achetés au cours de l'année précédente (en D) :

Période	Mois précédent	Mois moyen	Total année	Observations
Désignation de la matière première				
Matières premières principales				
Autres				
E n s e m b l e				

Variations Saisonnières des achats de matières premières

Existe-t-il dans vos achats de matières premières des variations saisonnières qui se répètent chaque année ?      Oui       Non

Si Oui, indiquez les périodes de l'année avec leurs durées et leurs variations mensuelles par rapport à un mois normal.

Type	Désignation	Durée en mois	Variations (coefficients ou valeur des achats)
Périodes normales			
Périodes de pointes (hausse)			
Périodes de creux (baisse)			

Opinion :

Q u e s t i o n	Sou-vent	Par-fois	Rare-ment	jamais	S. opi-nion
y a t-il pénuries matières premières ou produits intermédiaires					
Achetez-vous vos marchandises à crédit					
Faites vous des ventes à crédit					



MAROC  
MINISTÈRE DU PLAN  
DIRECTION DE LA STATISTIQUE

FRANCE  
INSEE  
ORSTOM

ASSOCIATION INTERNATIONALE  
DES STATISTICIENS D'ENQUÊTES

**SEMINAIRE  
SUR LES STATISTIQUES  
DE L'EMPLOI  
ET DU SECTEUR NON STRUCTURE**

**Rabat, 10-17 Octobre 1984  
rapport des sessions et communications  
tome 2**

MAROC  
MINISTÈRE DU PLAN  
DIRECTION DE LA STATISTIQUE

FRANCE  
INSEE  
ORSTOM

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES  
STATISTICIENS D'ENQUÊTES

SEMINAIRE  
SUR LES STATISTIQUES  
DE L'EMPLOI  
ET DU SECTEUR NON STRUCTURE

RABAT, 10-17 OCTOBRE 1984  
RAPPORT DES SESSIONS ET COMMUNICATIONS  
TOME 2

PARIS - JUILLET 1985